

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 18 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXIA

ZAC du Château La Bathie
Route de l'industrie
73540 Esserts-Blay

Code AIOT : 0010700582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2025 dans l'établissement AXIA implanté Lieu-dit Les Communaux Francin 73800 Porte-de-Savoie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXIA
- Lieu-dit Les Communaux Francin 73800 Porte-de-Savoie
- Code AIOT : 0010700582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AXIA a repris en mai 2013, au lieu dit «Les Communaux» sur le territoire de la commune de Francin, les activités de la plate-forme de compostage et de broyage de déchets de bois créée en 2005 et précédemment exploitée par la société Sibuet Environnement. Les installations, autorisées par arrêté préfectoral du 24 juillet 2015, occupent une surface totale de 53 300 m², répartie et exploitée comme suit :

- La parcelle N°50 de 23 480 m² accueille la fabrication de compost normé à partir de déchets verts collectés principalement sur les déchetteries et auprès des entreprises paysagistes du secteur. Le compost produit est utilisé par les agriculteurs ou pour la révégétalisation des pistes de ski. La parcelle accueille également les installations de stockage et broyage de déchets de bois, provenant essentiellement des déchetteries. Deux qualités de déchets de bois sont admises sur le site
 - Les déchets de bois de catégorie A: bois non traité destiné à alimenter les chaufferies bois
 - Les déchets de bois de catégorie B : bois traité (peinture, vernis, stratifié...) dont le broyat est destiné en priorité à alimenter les usines de fabrication de panneaux.
- La parcelle N° 49 de 29 820 m², dont seulement 10 000 m² sont exploités, est destinée au stockage des lots de compost commercialisables.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Volume de déchets entreposés	AP de Mise en Demeure du 19/06/2024, article 1	Suspension, Amende	/
2	Plan de stockage et emplacement des andains	AP de Mise en Demeure du 19/06/2024, article 1	Suspension, Amende	/
3	Eloignement des andains entre eux	AP de Mise en Demeure du 19/06/2024, article 1	Suspension, Amende	/
4	Hauteur maximale des andains	AP de Mise en Demeure du 19/06/2024, article 1	Suspension, Amende	/
8	Rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 02/05/2024, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
11	Gestion des eaux d'extinction incendie souillées	AP de Mesures d'Urgence du 02/05/2024, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
12	Gestion des déchets générés par le sinistre	AP de Mesures d'Urgence du 02/05/2024, article 7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Dégagement et largeur des voies	AP de Mise en Demeure du 19/06/2024, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'accès		
6	Dénomination bois	AP de Mise en Demeure du 31/05/2021, article 1	Sans objet
7	Filières déchets de bois	AP de Mise en Demeure du 21/05/2021, article 1	Sans objet
9	Prélèvements d'urgence	AP de Mesures d'Urgence du 02/05/2024, article 4	Sans objet
10	Etude sur l'impact environnemental de l'incendie	AP de Mesures d'Urgence du 02/05/2024, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectif de faire le point sur site du respect des dispositions des arrêtés de mise en demeure du 31 mai 2021 et du 19 juin 2024.

Il ressort de la visite que les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 31 mai 2021 sont respectées. En revanche, les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 19 juin 2024 ne sont que partiellement respectées. Par conséquent, il est proposé de rendre redevable l'exploitant d'une amende administrative d'un montant de 15 000 euros et de suspendre les activités de compostage du site considérant les enjeux liés au risque incendie. En effet, les conditions en vue d'exercer son activité de compostage prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juillet 2015 ne sont pas respectées. Les conditions actuelles sont donc susceptibles d'augmenter le risque incendie.

Sur les prescriptions de l'arrêté de mesures d'urgence du 2 mai 2024, l'exploitant a répondu favorablement à plusieurs demandes, notamment les prélèvements d'urgence permettant de caractériser les impacts du sinistre. Ce faisant, aucun plan de surveillance environnementale n'est envisagé par l'exploitant. En revanche, plusieurs manquements ont été relevés, en particulier sur les causes de l'incendie, les mesures prises à la suite du sinistre et la gestion des déchets et des eaux souillées, faisant alors l'objet de demandes d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume de déchets entreposés

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/06/2024, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Déchets de bois et déchets verts en attente de broyage
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• respecter les volumes de stockage autorisés pour le bois et les déchets végétaux en attente de broyage, respectivement de 4370 m³ et 2200 m³. En l'attente du respect de ces valeurs, toute réception de déchet, notamment de bois et de déchets végétaux, est interdite. La reprise d'apport de déchets sera subordonnée à une prochaine visite d'inspection de la DREAL qui constatera le bon respect des volumes susmentionnés ;
Constats : <p>Au jour de la visite, il a été constaté les volumes suivants, en accord avec l'exploitant :</p> <p><u>Déchets de bois</u></p> <p>Un tas de l'ordre de 30 m³. Quelques jours après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis une photo montrant que le tas restant a bien été évacué portant donc le site a n'avoir plus aucun déchet de bois.</p> <p><u>Déchets végétaux en attente de broyage</u></p> <p>4 andains de déchets végétaux en attente de broyage portant le volume total à environ 28 800 m³</p> <p>Dans le détail (les tonnages ou volumes sont des valeurs estimées en ordre de grandeur) :</p> <ul style="list-style-type: none">- andain 1 : quantité de 3200 tonnes / volume de 6400 m³,- andain 2 : quantité de 2500 tonnes / volume de 5000 m³,- andain 3 : quantité de 3200 tonnes / volume de 6400 m³,- andain 4 : quantité de 5500 tonnes / volume de 11 000 m³. <p>La consultation des registres déchets entrants/sortants, sur la période de mars/avril/mai montrent que la reprise d'apports de déchets a bien reprise.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Considérant le non-respect du point 1 de la mise en demeure, il est proposé une amende administrative d'un montant de 15 000 euros ainsi qu'une suspension de l'activité de compostage du site. En effet, de forts enjeux incendie pèsent sur l'activité du site. Or le dossier d'autorisation ne prévoyait pas la mise en jeu de volumes de déchets végétaux à composter sur le site à un tel niveau (seule une surface de 440 m² était allouée à la réception de déchets végétaux en attente de broyage, couplée à une hauteur maximale des tas de 5 mètres, cela ne permet pas d'envisager des volumes de déchets végétaux au-delà de 2200 m³ (5x440). Or au jour de la visite, un volume d'environ 28 000 m³ a été constaté Rappelons que le site a connu en 2024 un incendie sur le tas de déchets végétaux en attente de broyage. De plus, des demandes avaient été formulées dans l'arrêté de mise en demeure du 19 juin 2024 visant à réduire les risques à la source en réduisant les volumes de déchets présents sur site. Ce faisant, il convient de suspendre les activités de compostage du site en vue de déstocker les volumes excédentaires de matières végétales entrantes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension, Amende

N° 2 : Plan de stockage et emplacement des andains

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/06/2024, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Plan de stockage et emplacement des andains
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• respecter le plan de stockage illustré à l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015,

notamment l'emplacement des andains, les emprises mentionnées ;
Constats : Le plan de stockage illustré à l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 n'est pas respecté au jour de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Considérant le non-respect du point 2 de la mise en demeure, il est proposé de rendre l'exploitant redevable d'une amende administrative de 15 000 euros ainsi qu'une suspension de l'activité de compostage du site. En effet, le site ne présente pas les conditions acceptables en vue d'exercer son activité de compostage tel que prévu dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juillet 2015. Les conditions actuelles sont donc susceptibles d'augmenter le risque incendie et les conséquences associées. Il convient de fait de suspendre les activités de compostage afin que les dispositions applicables à cette activité, en particulier sur l'éloignement des andains entre eux, soient respectées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension, Amende

N° 3 : Eloignement des andains entre eux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/06/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Éloignement des andains entre eux
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> respecter l'éloignement des andains entre eux comme prévu à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2019, ainsi qu'à l'article 8.7 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 ;
Constats : Au jour de la visite, il a certes été constaté une amélioration et des actions mises en place dans le sens d'éloigner les andains entre eux. En particulier, l'exploitant a mis en place des voies d'accès aux différents andains sur le périmètre du site. Toutefois, l'éloignement entre eux des andains d'une distance minimale n'est pas respecté sur l'ensemble du site. Des relevés effectués lors de la visite montraient une distance avoisinant les 7 mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Considérant le non-respect du point 3 de la mise en demeure, il est proposé de rendre redevable l'exploitant d'une amende administrative d'un montant de 15 000 euros ainsi qu'une suspension de l'activité de compostage du site. En effet, le site ne présente pas les conditions acceptables en vue d'exercer son activité de compostage tel que prévu dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juillet 2015. Les conditions actuelles sont donc susceptibles d'augmenter le risque incendie et les conséquences associées. Il convient de fait de suspendre les activités de compostage afin que les dispositions applicables à cette activité, en particulier sur l'éloignement des andains entre eux, soient respectées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension, Amende

N° 4 : Hauteur maximale des andains

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/06/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur maximale des andains
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> respecter la hauteur maximale des tas de 5 mètres, comme prévu à l'article 8.7-2 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015

Constats : Au jour de la visite, de nombreux andains dépassaient largement la hauteur maximale de 5 mètres : en accord avec l'exploitant lors de la visite, la hauteur de la plupart des tas était <i>a minima</i> environ de 7 à 8 mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Considérant le non-respect du point 4 de la mise en demeure, il est proposé de rendre redevable l'exploitant d'une amende administrative d'un montant de 15 000 euros ainsi qu'une suspension de l'activité de compostage du site. En effet, le site ne présente pas les conditions acceptables en vue d'exercer son activité de compostage tel que prévu dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juillet 2015. Les conditions actuelles sont donc susceptibles d'augmenter le risque incendie et les conséquences associées. Il convient de fait de suspendre les activités de compostage afin que les dispositions applicables à cette activité, en particulier sur la hauteur des andains, soient respectées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension, Amende

N° 5 : Dégagement et largeur des voies d'accès

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/06/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dégagement et largeur des voies d'accès
Prescription contrôlée : • respecter le dégagement et la largeur des voies d'accès de 10 mètres, prescrites aux articles 71.3, 7.5 et 8.7 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les prescriptions relatives aux dégagements et aux largeurs des voies d'accès étaient respectées. En particulier, les différents andains sont accessibles par une voie centrale d'une largeur bien supérieure à 8 mètres. La plateforme d'aspiration afin de lutter contre l'incendie est accessible par des voies d'une largeur de 8 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dénomination bois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Dénomination bois
Prescription contrôlée : • de se conformer aux dispositions de l'article L. 741-7-1 du code de l'environnement en corrigeant les dénominations employées pour le broyat de déchets de bois, de "Biomasse" en "Déchets de bois broyés de catégories 3-B / 3-C". Cette correction devra être effective dans le registre réglementaire des déchets dans un délai de 24 heures à compter de la date de notification du présent arrêté, et dans les documents contractuels de l'exploitant à compter du 1 ^{er} juin 2021.
Constats : Une extraction des registres déchets entrants et sortants a été demandée lors de la visite pour une période du 1 ^{er} mars au 31 mai 2025. L'appellation "Bois B affiné 0/100 - 3B" est utilisée par l'exploitant. Il est d'ailleurs constaté dans les registres qu'aucun apport de bois excepté un seul d'une quantité inférieure à une tonne n'a été reçu sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Considérant l'engagement de l'exploitant à arrêter l'activité déchets de bois sur son site et les éléments constatés sur le registre déchets, il en ressort que les dispositions du point 1 de la mise en

demeure du 31 mai 2021 sont respectées et deviennent sans objet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Filières déchets de bois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Filières déchets de bois
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • de se conformer aux dispositions de l'article L. 741-2 du code de l'environnement et à la nomenclature des installations classées, en dirigeant, à partir du 1er juin 2020, les broyats de déchets de bois dans des filières de valorisation conformes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ installations de combustion enregistrées ou autorisées au titre de la rubrique 2910-B de la nomenclature des ICPE ; ◦ ou, installations d'incinération de déchets non dangereux autorisées au titre de la rubrique 2771 ; ◦ ou, autres installations de tri, transit et regroupement de déchets de bois déclarées ou enregistrées au titre de la rubrique 2714 ; ◦ ou, installations de fabrication de panneaux de bois autorisées au titre des rubriques 3610-c ou 2410 ;
Constats : <p>Il avait été précédemment constaté que les broyats de déchets de bois été acheminés vers des sites autorisés au titre de la rubrique 2910-A de la nomenclature des installations classées. Sur le registre extrait et sur la période demandée (du 01/03/25 au 31/05/25), les déchets de bois ont été acheminés vers VALORGREEN.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Les dispositions du point de la mise en demeure du 31 mai 2021 sont respectées par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/05/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : <p>Dans un délai de 15 jours, et conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les circonstances et la chronologie de l'incendie ; l'exploitant précisera notamment : la nature et l'origine du bois concerné ; les dates de la dernière campagne de broyage ; la durée pendant laquelle le bois avait été stocké avant d'être broyé ; les conditions de développement de l'incendie (phases de feu vif et phases de feu couvant, intensité du dégagement de fumées) • les causes de l'incendie ; des explications sont attendues concernant notamment : le phénomène de fermentation des déchets possiblement en cause ; la réunion des éléments nécessaires à l'incendie (triangle du feu) ; • les conséquences de l'accident ; l'exploitant précisera notamment le volume de déchets végétaux parti en fumées et les substances dangereuses susceptibles d'avoir été émises ; • les effets immédiats sur les personnes et l'environnement ; • les mesures prises ou envisagées pour améliorer les dispositifs de surveillance, détection, prévention et lutte contre les incendies. <p>L'exploitant transmet ultérieurement à l'inspection des installations classées toute information relative à l'incendie, recueillie après la remise de ce rapport.</p>
Constats :

En date du 5 septembre, l'inspection a reçu le rapport d'accident réalisé et transmis par l'exploitant.

Chronologie

Le rapport indique bien la chronologie de l'accident et le déroulé des opérations mis en place par les différents acteurs intervenus dans le cadre du sinistre.

Causes

Sur les causes probables, le rapport mentionne que la gestion du process par l'exploitant ne permet pas d'envisager une montée en température excessive et donc un incendie. Toutefois, aucun élément n'est communiqué quant à cette gestion du process : contrôle de la température à fréquence régulière ? Seuil de température à ne pas excéder afin de limiter tout risque d'incendie ?

Conséquences

Sur les conséquences de l'incendie, l'exploitant fait état de 3 andains impactés par l'incendie, avec seulement environ 20% des andains ayant été consumés. Dans le rapport, il est donc décrit la taille des 3 andains (longueur, largeur, hauteur). Pour les 3 andains, la hauteur indiquée est de 4,5 mètres ce qui entre en contradiction avec les hauteurs constatées par les pompiers lors du sinistre et lors de la visite du 24 avril 2024 (quelques jours avant le sinistre) avoisinant alors les 8 mètres. L'estimation donnée par l'exploitant donne donc un volume de 1000 m³ de déchets végétaux ayant été consumés.

Effets immédiats sur l'environnement

L'exploitant met en avant dans le rapport que compte-tenu de la nature de l'incendie, le SDIS n'a pas mis en place de mesures de concentrations en polluant dans l'air ambiant. L'eau utilisée pour éteindre l'incendie provient du bassin présent sur site et d'un pompage réalisé dans les lacs de Francin. Le volume de pompage estimé par l'exploitant est de l'ordre d'une centaine de mètres cubes.

Mesures prises

Le rapport n'indique aucune mesure envisagée pour améliorer les dispositifs de surveillance, détection, prévention et lutte contre les incendies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai n'excédant pas 2 mois, il est demandé à l'exploitant de :

- définir quelles sont les modalités de contrôle de la température des différents tas présents sur site, notamment ceux de déchets verts en attente de broyage,
- décrire les mesures envisagées pour améliorer les dispositifs de surveillance, détection, prévention et lutte contre les incendies.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Prélèvements d'urgence

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/05/2024, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements d'urgence

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser sans délai, pendant que l'incendie est toujours actif, et dans les zones présumées impactées par les fumées de l'incendie et au droit des enjeux (habitations, zone d'activités...) :

- des prélèvements d'air ambiant ;
- des mesures de retombées atmosphériques.

Les prélèvements sont effectués selon les normes en vigueur.

Les échantillons prélevés font l'objet d'analyses par un laboratoire agréé sur les paramètres suivants, en phase gazeuse ou particulaire suivant le cas :

- dioxines et furannes (PCDD/F),
- hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP),
- benzène,
- phénols,
- 1,2 benzène diol,
- acide cyanhydrique,
- acide chlorhydrique,
- acide acétique,
- métaux.

La liste ci-dessus pourra être complétée, le cas échéant, à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les jours suivants l'accident, ATMO AuRA a été sollicité par l'exploitant en vue d'effectuer les prélèvements d'air ambiant afin de mesurer les concentrations de différents polluants.

En particulier, des mesures ponctuelles ont été réalisées le 30 avril 2024 :

- concentrations instantanées dans l'air de protoxyde d'azote, d'ammoniac, de cyanure d'hydrogène, de dichlore, de sulfure d'hydrogène et de dioxyde de soufre,
- dépôts surfaciques en vue de détecter les métaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et les polychlorobiphényles (PCB).

Aussi, des mesures en continu ont été effectuées du 30 avril au 7 mai 2024 pour les polluants gazeux suivants :

- monoxyde de carbone,
- ammoniac,
- particules fines de diamètre inférieur à 2,5 µm (PM 2,5)
- dioxyde de soufre,
- dioxyde d'azote,
- sulfure d'hydrogène,
- HAP.

Les conclusions de ces analyses sont disponibles dans le rapport d'août 2024 établi par ATMO. Il en ressort que les concentrations mesurées démontrent que ce type d'événement n'engendre rarement des effets sanitaires à long terme (les concentrations en polluants diminuent très rapidement une fois le sinistre maîtrisé). A titre indicatif, lors des épisodes de poussières sahariennes du 29 et 30 mars 2024, en certains points du territoire, des concentrations en poussières supérieures à celles mesurées lors de l'incendie avaient été relevées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Etude sur l'impact environnemental de l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/05/2024, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Etude sur l'impact environnemental de l'incendie

Prescription contrôlée :

Dans un délai d'un mois à compter de l'extinction de l'incendie, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude sur l'impact environnemental de l'incendie, comportant les éléments suivants :

a) Terme source du sinistre

L'exploitant rappelle la nature et la quantité de déchets concernés par l'incendie.

b) Substances émises

L'exploitant identifie les substances susceptibles d'avoir été émises dans l'atmosphère, compte tenu de la quantité et de la composition des déchets impliqués dans le sinistre et des conditions de

développement de l'incendie (feu vif, feu couvant).

c) Zone d'impact de l'incendie

L'exploitant détermine et justifie la ou les zones maximales d'impact de l'incendie, sur la base d'une modélisation des retombées atmosphériques ou, a minima, des données météorologiques officielles relevées pendant toute la durée de l'évènement (direction et force des vents, pluviométrie), et d'une description la plus précise possible du sinistre.

d) Inventaire des enjeux exposés aux conséquences de l'incendie

L'exploitant réalise un inventaire des enjeux situés dans la ou les zones maximales d'impact de l'incendie (habitations, établissements recevant du public - en particulier sensible, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, sources et captage d'eau potable...).

Il identifie les voies de transfert et d'exposition aux polluants émis par l'incendie (schéma conceptuel).

e) Plan de surveillance environnementale

Si les résultats des analyses réalisées en application de l'article 4 du présent arrêté en montrent la nécessité, l'exploitant propose au sein de l'étude un plan de prélèvements environnementaux, en justifiant notamment, en fonction de la zone d'impact, des enjeux et des substances identifiés :

- l'emplacement des points de prélèvement (des prélèvements sont également à prévoir pour toutes les matrices échantillonnées, dans des zones estimées non impactées par le sinistre, afin de servir de témoins) ;
- les matrices à prélever ;
- les paramètres à analyser.

Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.

Les références suivantes sont utilisées, en l'absence de données réglementaires plus récentes :

Milieux	Références
Sol	<ul style="list-style-type: none">· état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin (témoins du plan d'échantillonnage),· fond géochimique naturel local
Eau	<ul style="list-style-type: none">· critères de potabilité des eaux (si usage pour eau potable)· critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable· NQE (Normes de qualité environnementale - Directive Cadre sur l'eau)
Denrées alimentaires	<ul style="list-style-type: none">- Destinées à l'homme : Règlement européen CE/1831/2003 modifié par celui du 2 décembre 2011 (1259/2011), complété par les recommandations du 23 août 2011 (pour les fruits et légumes)

	- Destinées à l'alimentation animale : règlement européen du 28 mars 2012
Air	· Valeurs réglementaires dans l'air ambiant extérieur

Les résultats et leur interprétation tels que décrits ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées.

En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore un plan de gestion et le transmet à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant dans son rapport d'accident a rappelé le terme source du sinistre : la nature et le volume de déchets impliqués dans le sinistre. Les substances émises par l'incendie ont effectivement été mesurées en continu par l'organisme ATMO sur les jours suivants le départ de l'incendie. Le rapport ATMO permet de :

- caractériser la signature chimique de l'incendie (particules fines, métaux, ammoniac, monoxyde de carbone et certains HAP),
- délimiter une zone d'impact de l'incendie, située principalement au Sud-Est du site,
- analyser les potentiels effets sanitaires de l'incendie.

Les principales zones d'enjeux du sinistre consistent en la présence aux alentours de la zone "Alpespace", de l'autoroute et de plusieurs habitations. L'unique voie de transfert des pollutions de type gazeuses ou particulaires est aérienne. Le rapport présente effectivement un schéma conceptuel.

Compte-tenu des résultats obtenus lors des prélèvements d'urgence, l'exploitant propose de ne pas réaliser un plan de surveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Gestion des eaux d'extinction incendie souillées

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/05/2024, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction incendie souillées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai maximal de 8 jours à compter de l'extinction de l'incendie, l'exploitant effectue un prélèvement représentatif des eaux d'extinction contenues dans le bassin de rétention. L'échantillon prélevé fait l'objet d'analyses portant sur les substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH, MEST, DCO, DBO5, • hydrocarbures totaux, • indice phénols, • dioxines et furannes (PCDD/F), • hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), • métaux visés par la norme NFU 44051 relative aux amendements organiques. <p>Les résultats d'analyses sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception, avec les propositions de l'exploitant concernant le devenir de ces eaux : réutilisation pour l'aspersion des andains de compost ou élimination en tant que déchets liquides dans une filière appropriée, conformément aux dispositions de l'article 2.3.4 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique dans le rapport que toutes les eaux ayant servi à l'extinction de l'incendie ont</p>

été recueillies dans le bassin présent sur site. Toutefois, rien n'est précisé quant au devenir de ces eaux à l'issue du sinistre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 1 mois, il est demandé à l'exploitant de préciser quelles actions ont été entreprises en vue de respecter les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 2 mai 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Gestion des déchets générés par le sinistre

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/05/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets générés par le sinistre
Prescription contrôlée : L'exploitant procède sans délai au regroupement et à l'isolement des cendres et des déchets de bois broyés partiellement brûlés lors de l'incendie. Dans un délai de 15 jours, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées la nature et la quantité de déchets concernée et justifie les modalités de gestion envisagées.
Constats : Le rapport donne un volume estimatif des cendres (déchets consommés) sans détailler le devenir de ces déchets et leurs modalités d'évacuation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai d'un mois, il est demandé à l'exploitant d'indiquer les actions entreprises en vue de respecter l'article 7 de l'arrêté de mesures d'urgence du 2 mai 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois